



Vol. I.—No. 26.

MONTREAL, JEUDI, 30 JUIN, 1870.

ABONNEMENT \$2 50
PAR NUMERO 5 CENTIMS.

L'OPINION PUBLIQUE.

LUNDI, 27 JUIN, 1870.

LA FETE NATIONALE.

La fête a été belle partout et les journaux, durant les derniers jours, n'ont été pleins que des discours et des sermons de circonstance. Il y a, depuis quelques années, recrudescence dans les effusions nationales. On fête mieux et dans plus de paroisses. A la campagne surtout, où le patriotisme est plus pur et plus vif, le nombre de ces manifestations augmente chaque année. Ce spectacle est tout un symptôme, qu'il est consolant de constater.

L'horison est chargé, l'avenir n'est pas clair, de poignantes incertitudes planent sur nos têtes; il est important, en prévision des ténébreuses éventualités qui nous menacent, que les Canadiens-Français s'affermissent, se comptent et retrempe leur courage quelque peu affaibli par plusieurs années d'oisiveté et de dissensions intestines. Ces réunions où l'on parle de la vertu et de l'héroïsme des ancêtres, feront toujours un bien immense. Absorbés toute l'année par les *int rêts*, accoutumés à ne songer qu'à leurs *droits*, les gens finiraient par oublier leurs *devoirs* à la patrie et à la nationalité. C'est si beau parler de droits! Le peuple aime tant les orateurs qui chantent sur ce ton! il est si doux d'omettre les devoirs au profit des intérêts!

Il est bien éloigné de nous le temps où un philosophe pouvait avoir des lecteurs et écrire ces admirables paroles: "Il faut mourir pour ses devoirs et ne vivre que par intervalle pour ses intérêts. Devoirs! véritable poésie de la civilisation; ôtez de nos livres les nobles résistances, les sentiments héroïques et les luttes généreuses, il ne leur reste plus à mettre en relief que ce que nous cachons chaque jour derrière les rideaux." Le clergé seul a le noble courage de parler ce langage au peuple. Les hommes politiques, les orateurs de tréteaux, à de minimes exceptions près, ne lui parlent qu'intérêts et droits. Il est donc bon qu'au moins un jour sur trois cent soixante-et-cinq le "peuple souverain" entende la vérité de ses hommes publics et apprenne qu'il a bien des devoirs à remplir avant d'atteindre l'idéal dans le patriotisme.

On a répété à satiété que "l'union fait la force;" on l'a tant dit qu'on a presque honte de le redire. Eh! bien, il faut rajeunir ce vieux proverbe du sage en l'habillant de neuf. Nous avons, plus que jamais, besoin de le réapprendre, de le graver dans nos esprits et de le pratiquer universellement. Nous sommes sur un théâtre et en face d'une position qui vont exiger de nouvelles luttes, de luttes d'intelligence, de vertu, de patriotisme et de progrès matériels. Il nous faudra serrer nos rangs, compter tous nos hommes, et présenter un front plus épais, plus fort et mieux aguerri.

Ne craignons pas ces luttes. Si nous le voulons, le succès sera encore de notre côté et nous cueillerons de nouveaux lauriers sur ces champs de bataille d'un autre genre.

Dieu fait bien tout ce qu'il fait et ce n'est pas inutilement que le peuple canadien-français a été jeté sur le continent américain; nous ne sommes pas les premiers à croire qu'il a ici une mission providentielle. M. Rameau et bien d'autres l'ont dit avant nous. "C'est le soldat de

Dieu en Amérique," a écrit un homme remarquable. Mais un tel rôle impose des devoirs sérieux, dont on semble ne pas assez se soucier. M. Rameau a de belles pages sur ces devoirs; nous ne pouvons résister au plaisir d'en détacher quelques lignes:

"C'est, dit-il, sur une énergique moralité que repose "surtout la force des sociétés; soyez donc très-instruits, soyez très-libéraux, soyez les plus habiles dans tous les exercices du corps et de l'esprit, mais pour Dieu, soyez avant tout les plus honnêtes, les plus simples et les plus religieux des hommes: là est le progrès, là est la vraie et durable puissance."

Il faut bien avouer que nous nous sommes écartés passablement de ce programme et nos pères rougiraient certainement de nous s'il leur était donné de reparaitre dans notre société. Quoique nous ne soyons pas encore abominables, nous avons dégénéré, nous avons fléchi sur plusieurs points.

Entre les mille moyens religieux, politiques et nationaux qui s'offrent à nous pour parvenir au résultat tant désiré—la force dans la vertu, l'union dans le patriotisme—la célébration plus générale, universelle de la fête nationale, est indubitablement destinée à exercer une grande influence, au point de vue de l'union et de l'effacement des divisions et des aspérités engendrées par la politique des dernières années. Mais qu'on organise ces fêtes dans un esprit large et avec des intentions sincèrement patriotiques; que la célébration, commencée sous les auspices de la religion, soit réellement un jour d'oubli, de pardon réciproque; que toute la population française y soit conviée et que la St. Jean Baptiste n'ait pas l'air d'un jour de proscription.

Montréal, sous ce rapport, donne un très-mauvais exemple; c'est ici qu'on pourrait célébrer la plus belle St. Jean Baptiste, et c'est ici que la fête a la plus piètre apparence, quand on connaît le nombre et l'aisance de la population canadienne-française.

Nous ne voulons blâmer personne; nous nous contentons de signaler un fait dont le président de la Société St. Jean-Baptiste, l'hon. M. Ouimet, a lui-même admis la triste existence dans son discours de vendredi. Cette société est si peu nombreuse que les officiers sont toujours à peu près les mêmes ou pris dans le même cercle, de sorte que les titulaires ont un peu l'air d'avoir contracté par bail emphytéotique pour l'occupation de leur charge. Cet état de choses dure déjà depuis assez longtemps. Cette année, les abstentions ont été plus nombreuses que jamais et la procession des plus minces. Nous le répétons, nous ne faisons de reproche à personne. Nous connaissons le dévouement et le patriotisme de plusieurs des officiers actuels. Et c'est parce que nous avons foi en leurs bonnes intentions que nous ne craignons pas de leur indiquer le sentiment public, dans l'espoir qu'ils feront des tentatives pour obtenir un changement que tous les vrais patriotes sollicitent vivement et depuis longtemps. Qu'on ouvre un peu plus grandes les portes de la société; qu'on fasse disparaître certaines clauses malencontreuses de la constitution; qu'on entame de bonne foi des négociations, des pourparlers avec les mécontents, et nous sommes convaincu d'avance que les choses changeront vite de face. Certes, nous le savons, un grand nombre de mauvaises têtes, gâtées par des charlatans et des demagogues, refuseront tout compromis, toute offre de réconciliation. Mais un grand nombre, la plupart de

ceux qui se tiennent à l'écart, ne demanderont pas mieux que de revenir, si l'on veut faire quelques concessions à leur amour-propre. D'après ce que nous connaissons de l'état des esprits, le succès des démarches que nous conseillons nous semble assez facile. Cette question mérite la plus sérieuse considération des membres de la Société St. Jean-Baptiste. Si le même système est continué, il s'en suivra de grands maux: on perpétuera une division, une lutte de caste ou de coterie parmi les Canadiens-Français de Montréal. Il y a pourtant assez d'autres divisions sans celle-là, qui est la pire de toutes, parce qu'elle a pour base un sentiment détestable: l'envie. Tâchons qu'un tel désastre nous soit évité. Ne gaspillons pas des forces dont l'absence nous serait si fatale, et faisons tout en notre pouvoir pour que la Société St. Jean-Baptiste de Montréal reprenne son ancienne vigueur et que ses fêtes, désormais splendides, soient un bel exemple pour tout le pays.

J. A. MOUSSEAU.

GRANDE ASSEMBLEE DU 25.

L'assemblée de samedi soir a été très tumultueuse. Il s'agissait de passer des résolutions dans le but de blâmer la conduite des Etats-Unis à notre égard pendant le mouvement fénié et de demander à l'Angleterre ce qu'elle entend faire au sujet de la défense du pays.

Une foule considérable se pressait dans la vaste salle St. Patrice. Son honneur le maire présidait la séance et plusieurs des citoyens les plus marquants de Montréal étaient sur l'estrade et devaient prendre la parole. On s'attendait à des discours importants de MM. Galt et Huntington.

M. Cherrier venait de parler et M. Marchand allait prendre la parole, lorsque les cris de Young! Young! se firent entendre dans toutes les parties de la salle, M. Marchand fut obligé de se retirer et de faire place à l'hon. John Young qui vint à bout de parler avec beaucoup de peine. Il blâma la conduite des organisateurs de cette assemblée publique, les accusa de n'avoir publié les résolutions proposées qu'à la dernière heure et protesta contre les sentiments qu'elles contenaient à l'égard des Etats-Unis. Il proposa que l'assemblée fut ajournée à un autre jour pour donner aux citoyens de Montréal le temps et l'occasion de prendre connaissance de ces résolutions.

Après beaucoup de bruit et de cris l'assemblée se divisa sur cette motion et la majorité se prononça contre. Alors les organisateurs de l'assemblée essayèrent de continuer les procédés et de faire passer les résolutions. Mais comme il était impossible de se faire entendre, le maire fit passer les résolutions en les agitant au-dessus de sa tête pendant que des cris effrayants se croisaient en répétant *oui! oui! non! non!*

Le mouvement de MM. Young, Laflamme, J. Doutre et W. Dorion, avocat, a pris tout le monde par surprise; on ne sait trop ce qu'ils ont voulu faire, vu que le mouvement préparé par le parti conservateur devrait pourtant leur plaire.

COMMENT ON FAIT SON CHEMIN.

On lit dans un journal anglais les lignes suivantes qui renferment de sages conseils pour ceux qui veulent parvenir. Ces conseils peuvent s'appliquer à toutes les classes de la société et à tous les pays, au Canada en particulier, où un *sys-*